

furrerhugi.



La petite enfance: une période décisive

RAPPORT

SESSION D'HIVER 2021

29 novembre – 17 décembre 2021

furrerhugi. ag

Schauplatzgasse 39 | CH-3011 Bern | T +41 31 313 18 48 | F +41 31 313 18 49
Schützengasse 4 | CH-8001 Zürich | T +41 44 251 01 43
Avenue de l'Université 18 | CH-1005 Lausanne | T +41 21 312 16 86
Corso Elvezia 16 | Casella postale 5607 | CH-6901 Lugano | T +41 91 911 84 89
45, Square Ambiorix | B-1000 Bruxelles | T +32 2 235 00 20

info@furrerhugi.ch | www.furrerhugi.ch

INTRODUCTION

Lors de la session d'hiver, les Chambres fédérales ont adopté 21 projets de loi par voie parlementaire. La réforme de l'AVS, qui relève l'âge de la retraite des femmes de 64 à 65 ans et accorde un supplément de rente à neuf classes d'âge concernées, se distingue particulièrement et a suscité d'intenses débats. Le référendum des syndicats étant considéré comme certain, les électeurs devraient avoir le dernier mot. Le Parlement a également adopté la réforme de l'impôt anticipé et la nouvelle mise à jour de la loi Covid 19. Pour ces projets également, un référendum est déjà dans l'air. Le budget de la Confédération a également été au cœur de la session d'hiver. Le Parlement a décidé d'apporter des modifications dans différents domaines. En comparaison avec les années précédentes, les demandes étaient toutefois limitées en raison de la crise du coronavirus. Par rapport au projet du Conseil fédéral, le Parlement prévoit des dépenses supplémentaires de 236 millions de francs au total, réparties sur onze postes budgétaires pour lesquels le Conseil national et le Conseil des Etats ont décidé des dépenses supplémentaires. Les organisations familiales et les projets de protection de l'enfance en profiteront également, puisqu'ils bénéficieront d'un soutien supplémentaire d'environ 1,4 million de francs.

Dans le domaine de la petite enfance, la session d'hiver a été calme. Le Conseil des États a décidé de confier à la commission compétente l'examen préalable d'un « congé de paternité » de deux semaines pour tous les couples. Il n'a pas donné suite à l'initiative du Canton du Tessin visant à prolonger la protection contre le licenciement après le congé maternité. Le Conseil national a également rejeté l'initiative du Canton de Genève pour une politique fédérale cohérente dans le domaine de l'accueil extrafamilial des enfants ainsi que l'initiative du Canton du Jura qui demandait le droit pour les cantons d'édicter eux-mêmes des dispositions relatives au congé parental ou au congé de paternité. En raison de l'agenda chargé de la session d'hiver, certains dossiers ont à nouveau dû être reportés. Ainsi, le Conseil des États n'a pas pu se prononcer sur la motion demandant l'introduction de l'imposition individuelle en Suisse. Trois nouvelles interventions en lien avec la petite enfance ont été déposées. La motion de la conseillère nationale Marie-France Roth Pasquier (Le Centre/FR) veut que le Conseil fédéral s'engage en faveur d'un label de qualité pour les crèches sous la forme d'un accord intercantonal et qu'il participe au financement des objectifs de qualité qui y sont liés. Dans son postulat, le conseiller national Simon Stadler (Le Centre/UR) demande que les expériences des cantons et des villes qui appliquent déjà le financement par sujet des places d'accueil extrafamilial pour enfants soient traitées dans un rapport. Celui-ci doit présenter et évaluer les effets de l'introduction des bons de garde, les avantages et les inconvénients, les coûts et les procédures déjà en place pour le changement de système et l'émission des bons de garde. Finalement, l'interpellation de la conseillère nationale Valérie Piller Carrard (PS/FR) pose des questions sur l'introduction du congé de paternité et la suppression par le SECO du congé de naissance d'un jour qui en découle. En outre, deux questions ont été posées pendant l'heure des questions concernant le budget fédéral pour les organisations familiales et les lacunes dans la collecte de données sur les enfants et les jeunes dans le domaine de la santé.

Les programmes des commissions pour le premier trimestre de la nouvelle année font état de quelques objets en lien avec la petite enfance. Les séances de janvier de la CER-E et de la CER-N seront particulièrement importantes, car elles traiteront des initiatives parlementaires sur le transfert du financement initial vers une solution moderne, sur la lutte contre la pauvreté des enfants et sur les écoles à horaire continu.

OBJETS PARLEMENTAIRES TRAITÉS

* Les objets dans ces catégories sont supprimés dans l'aperçu au Chapitre 6.

Transmis au Conseil fédéral*

--

Adoption de la loi*

--

Transmis au 2e conseil

[21.4331](#) Motion Lisa Mazzone PES/GE: Le congé de paternité de deux semaines doit être valable pour tous les couples (*ne pas encore au deuxième conseil, mais transmise par motion d'ordre à la commission du Conseil des Etats pour l'examen préalable*)

Initiative déposée par le Canton TI: Pour une extension de la protection contre le licenciement à la fin du congé de maternité (*le Conseil des Etats n'a pas donné suite*)

Délai supplémentaire

--

Objets liquidés, retirés et sans décision du conseil*

[20.308](#) Initiative déposée par le Canton GE: Pour une véritable politique fédérale de l'accueil extrafamilial pour enfants

[20.320](#) Initiative déposée par le Canton JU: Les cantons doivent avoir la possibilité de légiférer sur le droit et la durée d'un congé parental ou d'un congé paternité

[21.3631](#) Interpellation Christian Lohr Le Centre/TG: Combler les lacunes dans les données concernant la santé des enfants et des adolescents

[19.4430](#) Motion Yvonne Feri PS/AG: Améliorer la protection des travailleurs domestiques assurant une prise en charge

[21.3895](#) Interpellation Céline Widmer PS/ZH: Prendre en compte les différentes formes de famille, comme la famille multilocale

[21.3888](#) Interpellation Valérie Piller Carrard PS/FR: Nouvelle jurisprudence sur le droit de l'entretien : quid des femmes et des familles

[21.3824](#) Interpellation Valérie Piller Carrard PS/FR : Etude sur les prestations offertes aux familles : quelle suite ?

[21.3643](#) Interpellation Barbara Gysi PS/SG: Congé maternité. Allocation de ressources supplémentaires

EXTRAIT HEURE DES QUESTIONS

[21.8027](#) Question Marianne Binder-Keller Le Centre/AG: Organisations familiales empêchées de planifier sereinement leurs activités en raison des restrictions budgétaires annoncées fin novembre

Réponse Conseil fédéral:

Les aides financières aux organisations familiales sont octroyées sur la base de la loi sur les allocations familiales et de l'ordonnance sur les aides financières aux organisations familiales. Pour la prochaine période contractuelle de quatre ans, un plus grand nombre d'organisations familiales ont demandé davantage d'aides financières que lors de la période précédente. Les aides financières demandées dépassent le montant budgétaire disponible selon le budget 2022 et le plan financier 2023-2025 d'environ un million de francs par an. Dans ce cas, l'ordre de priorité du Département fédéral de l'intérieur s'applique, ce qui fait que les aides financières des contractants actuels sont moins élevées que jusqu'à présent. L'Office fédéral des assurances sociales a informé les organisations familiales de cette situation initiale à la mi-juillet 2021.

[21.8013](#) Question Sandra Locher-Benguerel PS/GR: Droits de l'enfant. La Suisse doit combler d'urgence les lacunes qui affectent la collecte de données sur les enfants et les adolescents

Réponse Conseil fédéral:

Le Conseil fédéral est conscient de cette situation. Les activités suivantes ont déjà été lancées afin de combler ces lacunes dans les données. L'Office fédéral de la santé publique (OFSP) rédige actuellement un rapport en réponse aux postulats Roduit [21.3220](#), « Les impacts du Covid-19 sur la santé des enfants et des adolescents », du 17 mars 2021 et CSEC-N [21.3457](#), « Renforcer la santé psychique des jeunes », du 15 avril 2021. Ce rapport analysera les effets et les conséquences de la pandémie ainsi que les mesures de protection sur la santé des enfants et des adolescents. En outre, l'OFSP élaborera, en collaboration avec les cantons, un ensemble minimal d'indicateurs permettant de concrétiser et de hiérarchiser les données manquantes. Enfin, il intégrera des informations sur la santé des enfants dans l'étude de cohorte « Etude suisse sur la santé », si le Conseil fédéral approuve ce projet en 2022. Dans l'enquête sur les revenus et les conditions de vie, l'Office fédéral de la statistique (OFS) réalise depuis 2021 un module sur l'état de santé et les soins de santé des enfants et des adolescents. Dans l'Enquête suisse sur la santé 2022, le module sur la santé des enfants a été adapté. En outre, l'OFS examine la possibilité de relier les données sur les soins issues de la statistique médicale aux données sur la structure des ménages. Enfin, l'OFS intégrera la thématique de la santé des enfants et des jeunes dans le programme statistique pluriannuel de la Confédération 2024-2027.

4 EXTRAIT DES NOUVELLES INTERVENTIONS PARLEMENTAIRES

21.4578 Motion Marie-France Roth Pasquier Le Centre/FR: Label de qualité pour les crèches

Le Conseil fédéral est chargé de s'engager en faveur d'un label de qualité pour les crèches sous la forme d'un accord intercantonal et de participer au financement des objectifs de qualité qui y sont liés. Des critères uniformes seraient nécessaires pour mettre à disposition des offres d'accueil de qualité et garantir des normes de qualité. Notamment dans les domaines suivants : Infrastructure, hygiène, taux d'encadrement, qualité et qualité de l'encadrement, cours de remise à niveau pour l'aide d'urgence, un bon approvisionnement en denrées alimentaires, alimentation, formation professionnelle adéquate du personnel et formation continue.

21.4501 Postulat Simon Stadler Le Centre/UR: Subjektfinanzierung von Kitas (*Titre suit*)

Le Conseil fédéral est chargé de montrer, sur la base des expériences des villes et des cantons qui appliquent déjà le système de financement par le sujet des places d'accueil extra-familial pour enfants, quels sont les effets de l'introduction des bons de garde. L'élaboration d'un rapport doit permettre d'évaluer les effets du financement du sujet. Il s'agit en particulier d'évaluer les avantages et les inconvénients, les coûts et les procédures déjà en place pour le changement de système et l'émission des bons de garde.

21.4639 Interpellation Valérie Piller Carrard PS/FR: Suppression du congé de naissance

Lorsque le Parlement a débattu de l'introduction d'un congé de paternité, il n'a pas exprimé le souhait qu'il remplace le congé de naissance. Il n'y avait donc aucune obligation pour le SECO de supprimer le jour du congé de naissance de la liste des congés habituels. Le SECO aurait dû attendre le premier jugement de droit privé entré en force avant de supprimer le congé de naissance de la liste des congés usuels. L'interpellatrice pose cinq questions et attend ainsi des réponses concernant l'interprétation par le SECO de la volonté du législateur.

5 OBJETS À TRAITER DANS LES COMMISSIONS**CSEC-E**

10./11.01.2022

[21.412](#) Initiative parlementaire Florence Brenzikofer PES/BL: Soutenir les écoles à horaire continu parallèlement aux structures d'accueil de jour

[19.4070](#) Motion Christian Lohr Le Centre/TG: Santé des enfants. Une stratégie nationale

[19.4069](#) Motion Benjamin Roduit CVP/VS: Cohorte de santé suisse pour le suivi de la santé des enfants et des adolescents

CSEC-N

27./28.01.2022

[21.403](#) Initiative parlementaire CSEC-N: Remplacer le financement de départ par une solution adaptée aux réalités actuelles

[20.454](#) Initiative parlementaire Valérie Piller Carrard PS/FR: Lutte contre la pauvreté des enfants

[17.412](#) Initiative Parlementaire Matthias Aebischer PS/BE: Egalité des chances dès la naissance

CSSS-N

03./04.02.2022

[15.434](#) Initiative Parlementaire (Kessler) Thomas Weibel PVL/ZH: Octroyer le congé de maternité au père en cas de décès de la mère

[17.483](#) Initiative parlementaire Verena Herzog UDC/TG: Allocations familiales ajustées au pouvoir d'achat

6 NOUVEAUX OBJETS ET OBJETS EN COURS
Remarques

- Les nouvelles interventions sont écrites en italique.
- Souvent ils ne sont disponibles qu'en italien ou allemand.
- Nouveau statut en rouge.

[21.4578](#) *Motion Marie-France Roth Pasquier Le Centre/FR: Label de qualité pour les crèches*

[21.4501](#) *Postulat Simon Stadler Le Centre/UR: Subjektfinanzierung von Kitas (Titre suit)*

[21.4639](#) *Interpellation Valérie Piller Carrard PS/FR: Suppression du congé de naissance*

[21.4331](#) Motion Lisa Mazzone PES/GE: Le congé de paternité de deux semaines doit être valable pour tous les couples
 → *CF propose de rejeter la motion (17.11.2021)*
 → *CE : transmis à la commission compétente pour examen préalable (15.12.2021)*

[21.4212](#) Motion Kathrin Bertschy PVL/BE: Le congé de paternité de deux semaines doit être valable pour tous les couples
 → *CF propose de rejeter la motion (17.11.2021)*

[21.4206](#) Motion Andrea Martina Geissbühler UDC/BE: Les enfants conçus grâce à un don de sperme devraient avoir la possibilité de connaître leur père biologique dès l'âge de 4 ans
 → *CF propose de rejeter la motion (17.11.2021)*

[21.4069](#) Motion Marie France Roth Pasquier (Le Centre/FR): Mieux protéger

l'allaitement

→ *CF propose de rejeter la motion (10.11.2021)*

[21.4322](#) Interpellation Aline Trede PES/BE: Partage équitable de l'autorité parentale en cas de divorce et de séparation
 → *réponse du CF (24.11.2021)*

[21.4271](#) Interpellation Florence Brenzikofer PES/BL: Modèles de financement, coût et qualité de l'accueil extrafamilial pour enfants. Pour des normes uniformes dans toute la Suisse
 → *réponse du CF (17.11.2021)*
 → *CN : discussion reportée (17.12.2021)*

[21.3946](#) Postulat Min Li Marti PS/ZH: Statut des personnes menant de fait une vie de couple
 → *CF propose de rejeter le postulat (01.09.2021)*

[21.3945](#) Motion Min Li Marti PS/ZH: Rendre les coûts de l'accueil extrafamilial pour enfants abordables
 → *CF propose de rejeter la motion (01.09.2021)*

[21.3900](#) Postulat Marianne Binder-Keller Le Centre/AG : Compatibilité entre travail familial et activité lucrative. Mesures pour une meilleure exploitation du potentiel du travail familial
 → *CF propose de rejeter le postulat (01.09.2021)*

[21.3850](#) Motion Yvonne Feri PS/AG: Création d'un office fédéral de la famille, des générations et de la société
 → *CF propose de rejeter la motion (01.09.2021)*

- [21.3741](#) Postulat Elisabeth Baume-Schneider PS/JU: Un observatoire national de la petite enfance
- [21.3733](#) Motion Greta Gysin PES/TI: Protéger les jeunes pères contre le licenciement
→ *CF propose de rejeter la motion (01.09.2021)*
- [21.3631](#) Interpellation Christian Lohr Le Centre/TG: Comblent les lacunes dans les données concernant la santé des enfants et des adolescents
- [21.3283](#) Motion Elisabeth Baume-Schneider PS/JU: Protection de la maternité avant l'accouchement
→ *CF propose de rejeter la motion (12.05.2021)*
→ *CE : Transmis à la commission pour examen préalable (14.06.2021)*
- [21.3155](#) Motion Flavia Wasserfallen PS/BE: Protection des futures mères
- [21.3082](#) Motion Katharina Prelicz-Huber PVL/ZH: Revaloriser les métiers « féminins » dans les soins et l'accompagnement
- [21.3220](#) Postulat Benjamin Le Centre/VS: Les impacts du Covid-19 sur la santé des enfants et des adolescents
- [21.3083](#) Interpellation Florence Brenzikofer PES/BL: Mesures pour une meilleure conciliation entre vie familiale et vie professionnelle
→ *réponse du CF (12.05.2021)*
→ *CN : discussion reportée (01.10.2021)*
- [21.3042](#) Interpellation Katharina Prelicz-Huber PES/ZH: Mesures d'encouragement précoce destinées aux enfants issus de la migration et de l'asile
→ *réponse du CF (12.05.2021)*
→ *CN : discussion reportée (18.06.2021)*
- [21.412](#) Initiative parlementaire Florence Brenzikofer PES/BL: Soutenir les écoles à horaire continu parallèlement aux structures d'accueil de jour
→ *CSEC-N: donné suite (05.11.2021)*
- [21.403](#) Initiative parlementaire CSEC-N: Remplacer le financement de départ par une solution adaptée aux réalités actuelles
→ *CSEC-N: Décision d'élaborer un projet d'acte (18.02.2021)*
→ *CSEC-E : Donné suite (29.03.2021)*
- [21.311](#) Initiative déposée par le Canton BS: Exercice du mandat parlementaire pendant le congé de maternité
- [20.4421](#) Postulat Samira Marti PS/BL: Bien de l'enfant dans le cadre du droit de l'asile et des étrangers
→ *CF propose de rejeter la motion (17.02.2021)*
- [20.323](#) Initiative déposée par le Canton LU: Femmes politiques en congé maternité
→ *CIP-E donné suite (09.11.2020)*
→ *CIP-N donné suite (22.01.2021)*
- [20.322](#) Initiative déposée par le Canton TI: Pour une extension de la protection contre le licenciement à la fin du congé de maternité
→ *CE : pas donnée suite (06.12.2021)*
- [20.313](#) Initiative déposée par le Canton BL: Participation aux séances parlementaires pendant le congé de maternité

→ CIP-E donné suite (09.11.2020)

→ CIP-N donné suite (22.01.2021)

→ CF propose de rejeter la motion

(12.08.2020)

- [20.454](#) Initiative parlementaire Valérie Piller Carrard PS/FR: Lutte contre la pauvreté des enfants
→ CSEC-N : donner suite (01.07.2021)
- [20.3683](#) Motion Yvonne Feri PS/AG: Allocations pour enfant sous condition de ressources
→ CF propose de rejeter la motion (19.08.2020)
- [20.3684](#) Postulat Yvonne Feri PS/AG: Mesures de prévention de la pauvreté
→ CF propose de rejeter le postulat (12.08.2020)
- [20.3806](#) Postulat Valérie Piller Carrard PS/FR: Investir autrement dans les structures d'accueil extrafamilial
→ CF propose de rejeter le postulat (19.08.2020)
- [20.3873](#) Postulat Mathias Reynard PS/VS: Le congé parental. L'avenir de notre politique familiale
→ CF propose de rejeter le postulat (12.08.2020)
- [20.3381](#) Motion Groupe PES: Lutter contre la pauvreté infantile
→ CF propose de rejeter la motion (12.08.2020)
- [20.3201](#) Motion Groupe SP: Travail d'importance systémique. Une reconnaissance s'impose
→ CF propose de rejeter la motion (26.08.2020)
- [20.3231](#) Motion Yvonne Feri PS/AG: Programme de détection précoce des atteintes au bien-être des enfants

- [20.3039](#) Motion Jean-Luc Addor UDC/VS: Le quotient familial pour supprimer la pénalisation fiscale du mariage
→ CF propose de rejeter la motion (20.05.2020)
→ CN : rejet (22.09.2021)
- [19.311](#) Initiative déposée par le Canton ZG: Exercer un mandat politique en cas de maternité. Modification de la législation fédérale
→ CIP-E donné suite (09.11.2020)
→ CIP-N donné suite (22.01.2021)
- [19.4069](#) Motion Benjamin Roduit CVP/VS: Cohorte de santé suisse pour le suivi de la santé des enfants et des adolescents
→ CF propose de rejeter la motion (20.11.2019)
→ CN : adhésion (16.09.2021)
- [19.4070](#) Motion Christian Lohr Le Centre/TG: Santé des enfants. Une stratégie nationale
→ CF propose de rejeter la motion (20.11.2019)
→ CN : adhésion (16.09.2021)
- [19.3630](#) Motion Christa Markwalder PLR/BE: Passage rapide à l'imposition individuelle en Suisse
→ CF propose de rejeter la motion (28.08.2019)
→ CN : Adhésion (31.05.2021)
- [19.3373](#) Motion Margret Kiener Nellen PS/BE: Allocations pour perte de gain. Mettre le service militaire et la maternité sur un pied d'égalité
→ CF propose de rejeter la motion (29.05.2019)
→ Reprise par Priska Seiler Graf (28.11.2019)

[17.412](#) Initiative Parlementaire Matthias
Aebischer PS/BE: Egalité des
chances dès la naissance
→ CSEC-N: *donné suite* (12.01.2018)
→ CSEC-E: *Adhésion* (14.05.2018)
→ CSEC-N: *Procédure de
consultation* (21.08.2019)
→ CSEC-N : *Adoption* (14.02.2020)
→ CN : *Adoption de la proposition de
loi* (18.06.2020)
→ CE : *ne pas entrer en matière*
(09.09.2020)
→ CSEC-N: *Traitement suspendu
jusqu'à la fin de l'année* (19.02.2021)

[17.483](#) Initiative parlementaire Verena
Herzog UDC/TG: Allocations
familiales ajustées au pouvoir d'achat
→ CSSS-N : *donné suite* (16.11.2018)
→ CSSS-E : *adhésion* (21.11.2019)

[15.434](#) Initiative Parlementaire (Kessler)
Thomas Weibel PVL/ZH: Octroyer le
congé de maternité au père en cas de
décès de la mère
→ *Reprise par Thomas Weibel*
(03.12.2015)
→ CSSS-N: *Adhésion* (22.06.2016)
→ CSSS-E: *Adhésion* (30.08.2016)
→ *délai prorogé jusqu'à la session
d'automne 2020* (28.09.2018)
→ *délai prorogé jusqu'à la session de
printemps 2023* (19.03.2021)